

**CONSEIL NATIONAL**

**TEXTE D'ORIENTATION**

**PRÉSENTÉ**

**AU NOM DE LA DIRECTION  
DU MOUVEMENT**

**PAR LE PRÉSIDENT  
NICOLAS SARKOZY**

**13 ET 14 FÉVRIER 2016**

**1**

Les Républicains veulent protéger et assurer l'unité de la Nation et l'indivisibilité de la République. Il n'y a qu'une seule France du Nord au Sud, de l'Ouest à l'Est, de la métropole aux départements et territoires d'outre-mer, en passant par la Corse qui est française et qui le restera ainsi que la Nouvelle Calédonie. Nous concevons la France comme une et indivisible. Quelle que soit l'importance que nous attachons aux Régions et aux Départements. Quelles que soient la souplesse et la liberté que nous devons donner à chacun. Il n'y a qu'une seule politique sur le territoire de la République française. Il n'y a qu'une seule langue officielle, la langue française. La France n'est pas un État fédéral. Les Républicains sont le parti de la Nation française.

**2**

Les Républicains affirment leur attachement à l'autorité de l'État, un État qui encourage, qui protège, qui facilite, plutôt qu'un État qui empêche, qui contraint, qui paralyse un État qui assure l'ordre et la sécurité de chacun, un État qui fait respecter la loi. Nous croyons dans la liberté d'entreprendre, la responsabilité, la confiance. Ils veulent tourner le dos à la suspicion, au nivellement, à la bureaucratie qui paralyse tout. Nous voulons l'équité, nous refusons l'égalitarisme. L'administration doit faire confiance aux citoyens, doit les conseiller, les orienter et non les empêcher, les étouffer. Nous voulons promouvoir de nouveaux rapports entre l'administration et les administrés, parce que nous croyons en la République de la confiance.

**3**

Les Républicains croient que l'entreprise et le travail doivent être le cœur de toute politique économique. La compétitivité des entreprises doit être notre priorité. Nous refusons le partage du temps de travail et les 35 heures. Nous croyons que c'est grâce aux entreprises, aux femmes et aux hommes qui y travaillent, que l'on crée de la richesse, de la croissance et de l'emploi. Les Républicains veulent refonder le modèle social en faisant de l'entreprise le lieu principal du dialogue social, en modernisant le fonctionnement du paritarisme qui est devenu synonyme d'immobilisme, en réformant le marché du travail, au service de l'emploi, en supprimant le monopole de présentation de candidat au 1<sup>er</sup> tour des élections professionnelles par les centrales syndicales. La France ne peut plus continuer à subir le chômage de masse. Tout doit être fait pour remettre chacun au travail. Il n'y a pas de dignité sans travail. Une fiscalité confiscatoire, une compétitivité trop faible, des charges trop élevées, un empilement des normes toujours plus pénalisantes sont les raisons du déclassement économique de la France. Remettre l'économie française à la première place en Europe doit être notre ambition. Une alternance qui ne passerait pas par une baisse franche et simultanée des impôts et des dépenses publiques, dès l'été 2017, ne serait pas une alternance digne de ce nom. Nous croyons que seule une baisse massive des charges et une véritable réforme du marché du travail peuvent relancer l'emploi. Le courage c'est d'assumer sans faiblesse la rupture franche avec la gauche sur toutes les questions économiques et sociales.

**4**

Les Républicains font de la modernité un déterminant essentiel de leur projet. Nous croyons dans le progrès, et nous voulons qu'il ait la première place dans notre société. Nous refusons l'immobilisme et la frilosité. Nous avons foi dans la science et ses chercheurs, dans l'autonomie des universités et demain dans celle des hôpitaux, dans les progrès de la connaissance. L'innovation et le numérique doivent être pour notre pays une priorité majeure. Dans cet esprit, le principe de responsabilité remplacera, dès l'été 2017, le principe de précaution. Nous croyons dans le génie français. Nous voulons renouer avec la tradition de progrès et d'audace qui a permis si souvent à notre pays d'avoir un temps d'avance.

5

Les Républicains croient au message universel de la France, à son rôle sur la scène internationale, à son utilité comme membre permanent du Conseil de Sécurité dans un monde devenu multipolaire où les menaces, les incertitudes, les chocs de civilisations, les concurrences sont si rudes. Le rôle de notre pays, sa capacité à parler à tous, sa tradition diplomatique, sa volonté de paix, son engagement à défendre la souveraineté de chacun, son histoire nous font un devoir sur la scène internationale, et, nous oblige à assumer le coût de notre puissance militaire, en donnant à l'armée française un budget digne de ses ambitions et de son rôle, ainsi qu'à conserver réseau diplomatique. Renoncer à une ambition internationale serait renoncer à l'identité française. La France doit parler au monde, doit assurer le leadership de l'Europe, doit porter une ambitieuse politique méditerranéenne, doit proposer une grande ambition de développement à l'Afrique.

6

Les Républicains croient en l'Union européenne, en sa pérennité, en son utilité, en son avenir. Mais ils ne sont prêts à renoncer aux frontières intérieures entre Européens que dans la mesure où ils auront l'assurance que celles de l'Union seront défendues sans faiblesse. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Tant qu'un Schengen II digne de ce nom n'aura pas été mis en œuvre, les Républicains demandent que la France contrôle par elle-même les frontières de la République française. La liberté de circulation des Européens en Europe n'implique nullement la même liberté de circulation pour les extra-communautaires sur notre continent. Nous ne pouvons accepter que soit déléguée une partie supplémentaire de la souveraineté nationale si nous n'avons pas la garantie que les intérêts de la France seront respectés et défendus. De ce point de vue, la façon dont est négocié le partenariat transatlantique dans le secret n'est pas acceptable.

7

Les Républicains souhaitent que la France continue d'être fidèle à son histoire d'ouverture et d'accueil de tous ceux qui sont opprimés pour leurs opinions, mais ils exigent que cela se fasse dans le respect de l'identité nationale. Ce qui signifie que le nombre d'immigrés accueillis soit conforme à nos possibilités en termes d'emplois, de logements et d'équilibre budgétaire. Et que l'ambition de la République soit de proposer à chacun de s'assimiler, et pas seulement à s'intégrer, à une culture, à un mode de vie, à une tradition qui préexistait à son arrivée, que nous voulons conserver et que les nouveaux venus doivent respecter. Les conditions d'accès à la nationalité française doivent être revues à cette aune. Les racines chrétiennes de la France ne sont pas un obstacle à l'assimilation mais à l'inverse nous entendons qu'elles ne soient pas victimes d'une immigration sans limite ou d'un communautarisme qui n'a pas sa place au cœur de la République.

8

Les Républicains sont profondément attachés au soutien, à la préservation et à la transmission de la culture française, de son patrimoine et de sa langue. Cette ambition doit être placée au cœur de notre projet. Il en va du rayonnement de la France et de son génie dans le monde comme mère des arts, patrie des artistes et des créateurs. Nous sommes attachés à l'héritage humaniste de la France, à ses penseurs qui ont éclairé le monde. La culture est une part essentielle de notre identité. La culture française est une réponse à la crise. Nous croyons à notre identité. Nous mettons la culture au cœur du projet humaniste de notre famille politique. Nous affirmons que les biens culturels sont des biens de première nécessité. Nous croyons à la propriété intellectuelle à l'inverse de la culture du tout gratuit. Nous refusons en bloc la théorie du genre, la réforme de l'orthographe, le pédagogisme et toutes ces initiatives si évidemment contraires à l'identité culturelle française.

9

Les Républicains croient dans la solidarité et le partage. C'est le rôle de l'État. La solidarité à l'endroit du handicap, de la maladie, des Français les plus démunis est un devoir auquel nul ne peut se soustraire. Nous ne voulons pas d'une société qui abandonnerait une partie des siens au prétexte qu'ils ne peuvent plus suivre. Mais cette solidarité ne peut être sans contrepartie, sans effort, sans investissement personnel. Il doit y avoir une différence marquée de revenus entre celui qui travaille et celui qui reste sans activité. Les Républicains réfutent la philosophie de l'assistanat et de la déresponsabilisation. Nous voulons une règle simple : pas d'allocation sans engagement de rendre à la collectivité par son travail une partie de ce qu'elle a donné. Nous voulons l'égalité stricte entre le public et le privé sur le calcul des pensions de retraite. Nous voulons l'extinction des régimes spéciaux de retraite.

10

Les Républicains croient dans une école de la République fondée sur l'excellence, l'exigence et la transmission d'un savoir, d'une culture et d'une langue. Ils croient dans l'autorité, dans la récompense, dans l'effort, dans le respect qui est dû aux maîtres, dans la lutte contre l'absentéisme scolaire structurel qui doit être sanctionné par le retrait des allocations familiales aux familles qui ne le signalent pas à l'administration. Ils croient dans les classements, les bourses au mérite et les notes. Les Républicains croient dans le modèle méritocratique républicain où seul le travail et la réussite comptent. Un modèle où la culture du mérite prévaut sur la culture de l'excuse. Un modèle où l'on peut voir ses enfants réussir mieux que soi, s'élever dans l'échelle sociale et s'intégrer s'ils s'en donnent les moyens. Nous croyons dans l'autonomie des établissements scolaires et dans la nécessité d'augmenter le temps de présence des adultes au collège et au lycée, en contrepartie d'une revalorisation matérielle de la situation des enseignants.

11

Les Républicains croient dans la laïcité. Notre projet c'est que les valeurs de la République ne reculent plus. Les Républicains exigent que soit préservée la neutralité religieuse dans les administrations, les Universités, les lycées, les collèges, les écoles publiques et même qu'elle soit encadrée dans les entreprises. Les codes vestimentaires et les revendications spécifiques doivent s'arrêter à l'entrée de nos établissements scolaires publics. Nous refusons la stigmatisation des religions. Notre adversaire unique c'est l'extrémisme, la radicalité, l'intégrisme. Rien ne peut justifier la plus petite expression d'une rupture de l'égalité entre la femme et l'homme sur le territoire de la République française. Nous appelons tous ceux qui croient à refuser le fanatisme, d'où qu'il vient, et à nous rejoindre pour construire une République où chacun aura le droit de croire ou de ne pas croire.

12

Les Républicains exigent que les règles de la République soient appliquées sans faiblesse et sans exception afin de garantir la sécurité de tous sur la totalité du territoire. Nous affirmons qu'il est de la responsabilité de la majorité sortie des urnes de définir et de conduire une politique pénale. La République, ce n'est pas la culture du laxisme, du désarmement pénal et moral. Les Républicains croient à la vertu de la sanction et dans l'exécution réelle de la peine pour protéger la société et les victimes, en rétablissant les peines planchers pour les rendre plus automatiques et surtout plus sévères, en revoyant l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs pour l'adapter aux réalités de la délinquance d'aujourd'hui. La construction d'un nombre important de places de prison est une priorité incontournable. Nous considérons que la moindre agression physique ou même verbale adressée à un membre de nos forces de sécurité et dépositaire d'une autorité publique doit être condamnée avec la plus grande sévérité. Les Français terroristes binationaux qui trahissent la France ne méritent pas d'être Français. Ils doivent être exclus de la communauté nationale.

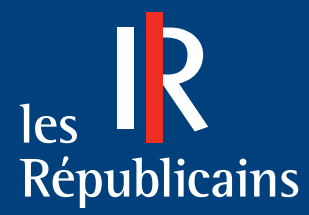
**13**

Les Républicains croient dans une politique familiale ambitieuse. Ils refusent la fiscalisation des allocations familiales tout comme la fin de leur universalité. Ils rejettent la remise en cause du quotient familial. Nous revendiquons la suppression des charges sociales sur les emplois familiaux afin d'en développer leur nombre. Nous sommes convaincus que la politique familiale a vocation à encourager la natalité et l'épanouissement de la famille et non à redistribuer les revenus. Nous affirmons notre opposition à la gestion pour autrui (GPA) pour les couples hétérosexuels comme homosexuels.

**14**

Les Républicains refusent la désertification, l'abandon de la ruralité, le déclin de notre agriculture. Nous affirmons le principe juste d'un euro pour la ville et d'un euro pour la ruralité. Nous nous engagerons sur un plan « Marshall » pour la ruralité au même titre que l'effort conduit dans nos banlieues depuis 15 ans.

- 1** Les Républicains s'engagent dans le débat de l'alternance avec pour impératif celui de la clarté, clarté sur le projet, clarté sur le cap et la direction proposés aux Français. Tout dire avant le grand rendez-vous de 2017 pour tout faire après, telle est bien la seule stratégie possible pour être à la hauteur des défis qui attendent la France. Tirons la leçon des mensonges du candidat socialiste en 2012. Ce qui ne sera pas dit avant l'alternance ne pourra pas être mis en œuvre après.
- 2** Les Républicains ont vocation à s'adresser à tous les Français sans la moindre considération pour les origines, l'âge, le statut social ou les choix politiques antérieurs. Tous les Français ont leur place dans le projet d'alternance qui est le nôtre. Les primaires seront ouvertes à tous ceux qui veulent partager nos valeurs et s'engagent à les respecter.
- 3** Les Républicains ont vocation à définir et à porter un projet collectif ambitieux dans la perspective de l'alternance, qui sera adopté avant l'été de cette année. Ils sont une force politique exprimant et défendant des convictions. Ils refusent d'être réduits à un club de supporters dans l'attente de la Présidentielle. Le projet collectif engagera notre mouvement et chacun de ses membres.
- 4** Les Républicains constituent la grande formation politique de la droite républicaine et du centre. Ils tiennent à ce rassemblement qui leur permet de combattre tout à la fois les choix de la gauche et ceux du Front National. Ce n'est pas au moment où ce dernier est au niveau électoral que l'on sait que la moindre division serait acceptable.
- 5** Les Républicains refusent tout accord local, départemental, régional, national, avec le Front National. Ils affirment la totale incompatibilité avec la politique économique, européenne, sociale et sociétale proposée par ce dernier.
- 6** Les Républicains combattent la gauche, son idéologie comme son projet. Ils refusent toutes formes de Front Républicain ou de grande coalition qui conduirait à la confusion en ouvrant un espace immense aux extrêmes. La France a besoin de choix clairs face aux grands défis qui sont les siens.
- 7** Les Républicains croient dans le référendum. Chaque fois qu'un blocage risque de paralyser la société française, la parole doit être redonnée au peuple souverain. La bien-pensance et les discours convenus ne peuvent étouffer la volonté des citoyens français de mettre en œuvre une politique qui ne craindra pas de s'affranchir de toutes lâchetés face à la réalité du quotidien qu'ils vivent.



238, rue de Vaugirard, 75015 Paris.  
[www.republicains.fr](http://www.republicains.fr)